

## Les services marchands à La Réunion



## Des potentiels de croissance pour l'emploi

**Fin 2010, 39 000 salariés travaillent dans les services marchands, soit une hausse de 17 % par rapport à 2005 malgré deux crises successives, sanitaire puis économique. Les secteurs du soutien aux entreprises possèdent encore un potentiel de croissance, en particulier via l'externalisation des activités non stratégiques des entreprises.**

**L'hôtellerie prend un nouveau départ en tournant la page du chikungunya. La restauration, beaucoup moins touchée par cette crise, profite d'un dynamisme démographique favorable et, pour certaines communes, du retour des touristes.**

**Le transport de voyageurs est conforté par l'augmentation de la population et le coût croissant des carburants. Le transport de fret et le transport aérien sont plus en difficulté et ont besoin d'être consolidés. Cet optimisme ambiant ne met cependant pas les services marchands à l'abri en cas de nouveau choc.**

Fin 2010, 39 000 salariés travaillent dans les services marchands, soit un salarié sur cinq dans l'île. Ils sont répartis, notamment, dans les secteurs du transport, de l'hôtellerie, de la communication et du soutien aux entreprises. Les services marchands possèdent donc une clientèle aussi bien de particuliers que d'entreprises. Sensibles à l'évolution de l'activité économique, ils participent, en tant que prestataires de services, à la modernisation du tissu productif réunionnais. Ainsi, ils permettent à leurs clients d'externaliser leurs activités annexes.

## Des salariés plus nombreux malgré la crise

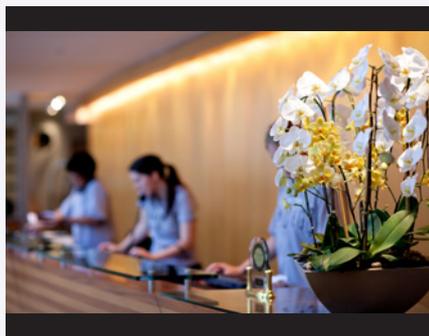
Entre 2005 et 2010, les services marchands montrent leur capacité à résister à la crise. En effet, le nombre de salariés a augmenté de 17 % sur cette période alors qu'il augmentait de 7 % pour l'ensemble des salariés réunionnais. Cependant, ces bons résultats ne sont pas linéaires dans le temps : trois phases se distinguent (graphique 1).

Avec une croissance du produit intérieur brut de plus de 4 % par an, le contexte économique des années 2006 et 2007 est favorable à l'emploi. Grâce à cette dynamique, les services marchands participent pleinement au développement des entreprises : leurs effectifs augmentent de 12 % en 2007. Mais l'année 2006 reste marquée par la crise du chikungunya qui a affecté les services marchands en général et l'hôtellerie en particulier. En effet, cette crise sanitaire a mis un brusque coup d'arrêt à l'activité touristique de l'île.

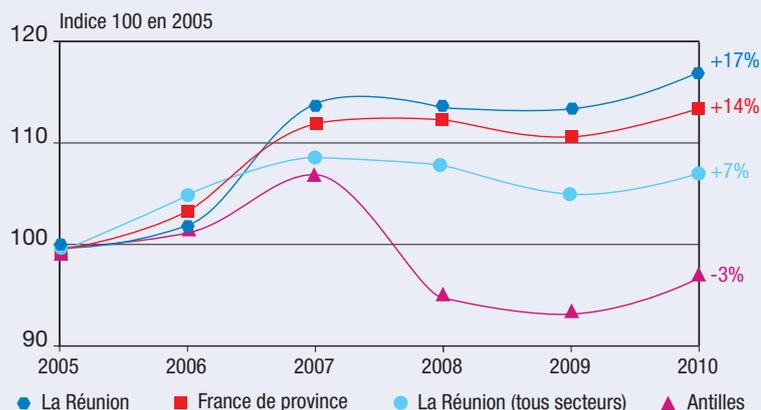
Dès 2008, le nombre de salariés diminue dans l'île tous secteurs confondus, mais les services marchands maintiennent quant à eux leurs effectifs. La crise économique, qui frappe alors La Réunion, a probablement obligé les entreprises à se recentrer sur leur cœur de métier en externalisant, le cas échéant, leurs activités annexes au profit des services marchands.

Dans le même temps, la situation de l'emploi dans les services marchands se dégrade aux Antilles, principalement en raison de la détérioration de l'activité touristique. Le poids du tourisme dans l'économie des Antilles est en effet plus important qu'à La Réunion. De plus, avec un tourisme déjà ébranlé par le chikungunya, les services marchands, dont l'hôtellerie, subissent moins la crise à La Réunion.

Courant 2010, les services marchands profitent de la timide embellie économique du moment. Ainsi, depuis 2008, leur part parmi les effectifs salariés s'est renforcée en gagnant près d'un point. Malgré tout, avec 19 % des salariés, les services marchands à La Réunion restent en retrait par rapport à la province (22 %) et aux Antilles (21 %) (graphique 2). Une poursuite de cette croissance est donc envisageable, le secteur n'ayant probablement pas encore atteint sa taille optimale.

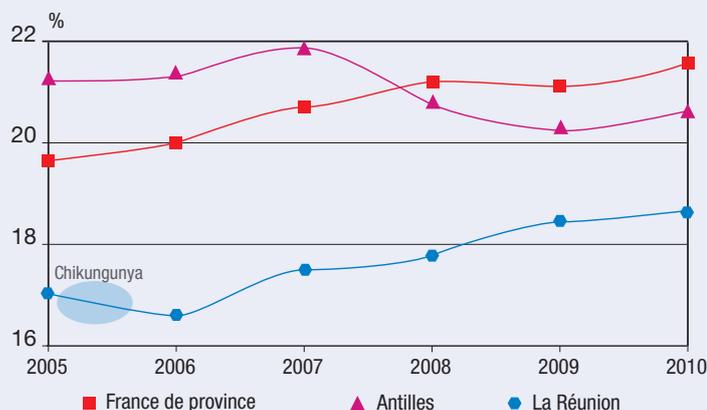


graphique 1 L'emploi progresse de 17 % entre 2005 et 2010  
Évolution du nombre de salariés dans les services marchands



Source : Insee, Clap (salariés au 31/12)

graphique 2 Un développement prévisible des services marchands  
Part des services marchands parmi les salariés



Source : Insee, Clap (salariés au 31/12)



## Le champ des services marchands

Le champ de l'étude présentée reprend le champ d'étude de la Direction Générale de la Compétitivité de l'Industrie et des Services (DGCIS). Il est défini à partir de la nomenclature d'activités françaises (NAF rév. 2, 2008). Les secteurs suivants sont retenus :

- transports et entreposage (H) ;
- hébergement et restauration (I) ;
- information et communication (J) ;
- activités immobilières (L) ;
- activités spécialisées, scientifiques et techniques (M) ;
- activités de services administratifs et de soutien (N) ;
- arts, spectacles et activités récréatives (R) ;
- autres activités de services (S).

Le champ exclut les associations et les services non marchands de la recherche-développement et des arts, spectacles et activités récréatives.

Les activités financières, le commerce, les activités des ménages en tant qu'employeurs ne sont pas pris en compte ainsi que les activités marchandes des secteurs non marchands (éducation, santé, action sociale). Les entreprises spécifiques de services à la personne sont donc exclues du champ.

## Des perspectives de croissance dans le soutien aux entreprises

Deux activités de soutien aux entreprises emploient le tiers des salariés du secteur des services marchands, soit 13 700 salariés (graphique 3). Il s'agit des activités spécialisées, scientifiques et techniques d'une part et des activités de services administratifs et de soutien d'autre part.

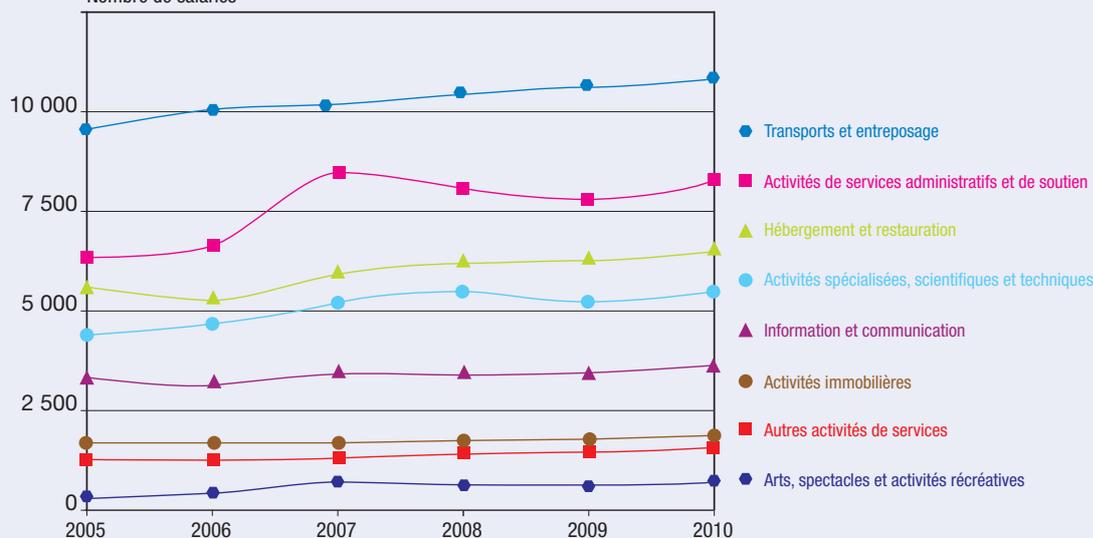
Les **activités spécialisées, scientifiques et techniques** créent beaucoup de richesses : 520 millions d'euros, soit 23 % de la valeur ajoutée des services marchands (tableau 1). Elles sont très dynamiques depuis 2005 (+ 21 % de salariés). Pourtant, avec 5 500 salariés fin 2010, ce secteur reste peu développé sur l'île, où seuls 2,5 % de l'ensemble des salariés de l'île travaillent dans ces activités contre 4 % en province. Ce secteur possède donc un potentiel de développement.



[ graphique 3 ] Les services de soutien aux entreprises confortent la croissance de l'emploi

Salariés dans les services marchands

Nombre de salariés



Source : Insee, Clap (salariés au 31/12)

[ tableau 1 ] Salariés et valeur ajoutée des entreprises des services marchands

Secteurs	Salariés des établissements en 2010		Valeur ajoutée <sup>1</sup> des entreprises en 2008	
	Nombre	Part en %	Millions d'euros	Part en %
<b>Activités spécialisées, scientifiques et techniques dont :</b>	5 457	14	520	23
activités juridiques et comptables	1 716	4	166	7
ingénierie, études techniques	864	2	63	3
publicité et études de marché	559	1	35	2
<b>Activités de services administratifs et de soutien dont :</b>	8 278	21	452	20
services relatifs aux bâtiments et aménagement paysager	3 406	9	67	3
enquêtes et sécurité	2 002	5	60	3
activités administratives et autres activités de soutien aux entreprises	1 361	4	54	2
activités liées à l'emploi	645	2	132	6
activités de location et location-bail	538	1	122	5
<b>Transports et entreposage dont :</b>	10 664	28	356	16
transport routier de voyageurs	2 536	7	65	3
transport routier de fret	2 262	6	114	5
entrepôt et services auxiliaires des transports	2 453	6	104	5
transport aérien	1 176	3	68	3
<b>Hébergement et restauration dont :</b>	6 455	17	193	8
restauration	4 779	12	141	6
hébergement	1 676	4	53	2
<b>Information et communication dont :</b>	3 552	9	302	13
télécommunications	1 553	4	146	6
<b>Activités immobilières</b>	1 829	5	347	15
<b>Arts, spectacles et activités récréatives</b>	733	2	46	2
<b>Autres activités de services</b>	1 735	4	65	3
<b>Ensemble</b>	<b>38 703</b>	<b>100</b>	<b>2 281</b>	<b>100</b>

Sources : Insee, Clap (salariés au 31/12) et Système d'Information sur les Entreprises (SIE).

1. Valeur ajoutée (VA) : solde du compte de production. La VA est égale à la valeur de la production diminuée de la consommation intermédiaire (valeur des biens et services utilisés pour assurer cette production).

Les activités juridiques et comptables ont le plus grand nombre de salariés (1 700). Elles sont aussi bien développées qu'en province. Par contre, la publicité et les études de marché sont moins présentes (560 salariés), mais le marché local est quelque peu restreint : l'industrie n'est guère développée et les grandes entreprises sont peu nombreuses. De plus, certaines entreprises réunionnaises font appel à des prestataires renommés hors de l'île.

Les études techniques et l'ingénierie (860 salariés) sont confrontées aux mêmes difficultés. Cependant, de grandes entreprises nationales ont ouvert des agences dans l'île démontrant l'existence d'une demande locale qui peut aussi émaner des collectivités.

Dans le privé, le secteur de la recherche et du développement est encore rare à La Réunion. Le pôle de compétitivité *Qualitropic*, créé en 2005, a pour mission de stimuler la recherche et le développement au sein de certaines entreprises réunionnaises.

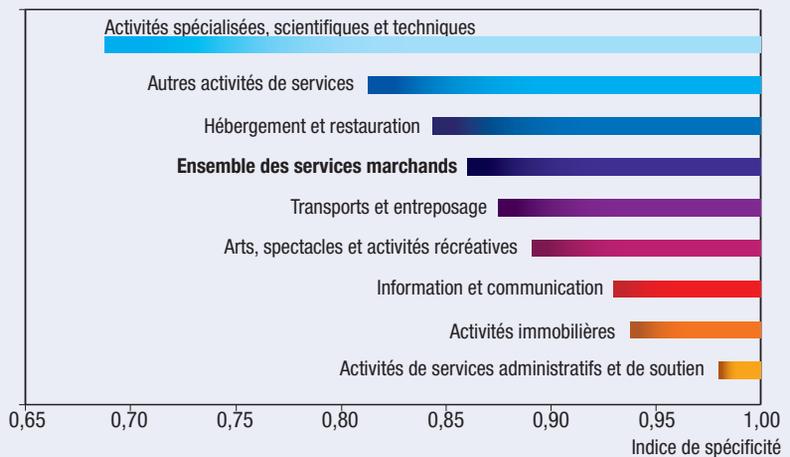
Si les entreprises de ces activités spécialisées, scientifiques et techniques poursuivent leur croissance, elles auront besoin de pouvoir des emplois hautement qualifiés.

Les **activités de services administratifs et de soutien** forment le deuxième secteur des services marchands. Elles emploient 8 300 salariés en 2010, soit un quart de plus qu'en 2005. C'est la plus forte augmentation mais elle est cependant moins importante qu'en province, ce qui laisse présager une perspective de croissance à La Réunion.

Les salariés sont surtout affectés à des postes peu qualifiés mais indispensables, ce qui assure des emplois pérennes. Les entreprises d'entretien des bâtiments emploient 40 % des salariés de ce grand secteur. Les entreprises comme les particuliers font appel à des services de sécurité, bien implantés sur l'île, qui emploient 2 000 personnes. L'externalisation de l'entretien des bâtiments et de leur surveillance est fréquente à La Réunion. Par contre, l'externalisation des tâches administratives de base est encore peu répandue : l'accueil, la facturation, la gestion de dossiers et l'archivage, l'organisation des locaux et les services de courrier. Elles ne nécessitent pourtant que peu de qualifications, et le recrutement sur le marché du travail local ne devrait pas poser de problèmes.

Le secteur des activités de services administratifs et de soutien est le deuxième contributeur à la valeur ajoutée (452 millions d'euros) dans les services marchands. Dans ce secteur, les deux activités qui créent le plus de richesses sont celles qui emploient le moins. Tout d'abord les activités liées à l'emploi (agences de placement de main d'œuvre et d'intérim) produisent 132 millions d'euros de valeur ajoutée. L'activité de location leur emboîte le pas, avec 122 millions d'euros.

[ graphique 4 La sous représentation des services marchands à La Réunion en 2010



Source : Insee, Clap (salariés au 31/12)

Note de lecture du graphique : l'indice de spécificité est le rapport entre la part des salariés réunionnais travaillant dans un secteur et la part des salariés de province travaillant dans ce même secteur. Inférieur à 1, l'indice de spécificité de l'ensemble des services marchands témoigne d'une sous représentation à La Réunion.



## Un salarié sur cinq dans les services marchands

**F**in 2010, un salarié sur cinq (19 %) travaille dans les services marchands à La Réunion. C'est moins qu'aux Antilles ou en province (tableau 2). Il existe deux différences notables :

La Réunion pâtit d'abord d'un tissu industriel peu développé, comme ses cousines antillaises. Dans ces îles, seuls 8 % des salariés travaillent dans l'industrie contre 17 % en province. Il y a ainsi moins de soutien administratif ou d'aide technique à apporter à ce secteur.

Ensuite, les services marchands sont moins tournés vers le tourisme à La Réunion qu'aux Antilles. Pilier du tourisme, l'hébergement regroupe 4 % des salariés des services marchands à La Réunion contre 8 % aux Antilles.

[ tableau 2 La répartition des salariés par secteurs en 2010

Secteurs	La Réunion		Antilles		France de province	
	Nombre	Part en %	Nombre	Part en %	Nombre (en milliers)	Part en %
<b>Services marchands</b>	38 700	19	47 950	21	3 621	22
Agriculture	2 550	1	6 250	3	223	1
Industrie	16 200	8	17 550	8	2 807	17
Construction	14 600	7	13 350	6	1 201	7
Commerce	29 550	14	30 650	13	2 346	14
Services non marchands dont :	106 900	51	116 650	50	6 565	39
Administration publique	31 550	15	38 200	16	1 720	10
Enseignement	31 550	15	27 050	12	1 377	8
<b>Total</b>	<b>208 500</b>	<b>100</b>	<b>232 400</b>	<b>100</b>	<b>16 763</b>	<b>100</b>

Source : Insee, Clap (salariés au 31/12)

Par ailleurs, les services non marchands regroupent la majorité des salariés réunionnais. Ils ne sont pas pour autant hypertrophiés si on compare les effectifs au nombre d'habitants.

L'enseignement occupe une place prépondérante qui s'explique par la jeunesse de la population. Le tiers de la population réunionnaise a en effet moins de 20 ans contre le quart en France métropolitaine. Par ailleurs, les salariés de l'administration publique, d'abord au service de la population, sont 34 pour 1 000 habitants à La Réunion contre 38 en France métropolitaine.

## Le transport de voyageurs dépasse celui du fret

Le secteur des **transports et de l'entreposage** est le plus imposant. Il réunit 30 % des salariés des services marchands, soit 10 700 emplois. Il a été moins dynamique que les autres secteurs (+ 12 % de salariés seulement entre 2005 et 2010). Les transports terrestres se résument au transport routier de fret et de voyageurs, avec des évolutions différentes.

Le transport routier de voyageurs se porte bien. Entre 2005 et 2010, le nombre de salariés a augmenté de 28 % ; ils sont dorénavant 2 500 à y exercer. Le développement de ces activités est soutenu par l'augmentation encore importante de la population réunionnaise et par l'intervention des pouvoirs publics. Le programme du *Trans Eco Express* est présenté par la Région comme le nouveau réseau de transport en site propre à haut niveau de service sur toute l'île. Il devrait lui aussi conforter le transport de voyageurs.

À plus ou moins long terme, la hausse quasi inéluctable du prix des carburants plaide également en faveur du recours aux transports en commun.

Le secteur du transport routier de fret est fortement dépendant de l'activité du secteur du bâtiment et des travaux publics et du coût des carburants. Fin 2010, le transport routier de fret compte 2 300 emplois salariés, soit 300 de moins qu'en 2007. Son essor spectaculaire durant les années 2006 et 2007 est concomitant à celui du BTP, avec les travaux de la Route des Tamarins et de l'extension du Port Est. Le coup de frein intervient fin 2008. Outre l'arrivée de la crise économique, l'inauguration de la Route des Tamarins en 2009 marque la fin d'un cycle de grands travaux sur l'île. Les nouveaux projets en étude n'ont pas encore pris le relais.

Avec le transport routier de fret, l'entreposage et les services auxiliaires des transports assurent une fonction stratégique. Ils sont un maillon incontournable de l'import / export et permettent l'approvisionnement et le ravitaillement de l'île. Le nombre de salariés (2 450) n'a guère évolué depuis 2005 (+ 5 %). Les établissements du secteur se concentrent autour des deux points d'entrée et de sortie de l'île. La moitié des établissements est implantée sur la commune du Port et sur Sainte-Marie, qui accueille l'aéroport Roland-Garros.

## Les plates-formes logistiques en quête de clients

Les entreprises de la logistique investissent, soit pour le développement ou le remplacement des parcs de véhicules existants, soit pour la construction de plates-formes de stockage. L'ouverture de la route des Tamarins a réduit les temps de trajet et permis un rayonnement des plates-formes sur l'ensemble du territoire quel que soit le lieu d'implantation.

Actuellement l'offre de stockage « froid », en température positive (réfrigérée), ou négative (congélation) est supérieure à la demande. Les clients potentiels de ces plates-formes, tels que les enseignes de la grande distribution, n'ont pas tous fait le choix d'externaliser la gestion de leur stock froid. Les prix proposés peuvent expliquer cette relativement faible externalisation. Pourtant, les services apportés par ces entreprises spécialisées sont un gage de professionnalisme et de qualité, notamment pour le respect de la chaîne du froid.

Enfin, il est possible que les créations de plates-formes intervenues ces derniers mois ne s'expliquent pas uniquement par une croissance de la demande dans le secteur. Il peut s'agir d'un effet d'aubaine issu de la corrélation entre la défiscalisation mobilisable et la rareté du foncier économique pouvant inciter aux placements financiers dans ce type de bien, sans réelle logique de développement industriel.

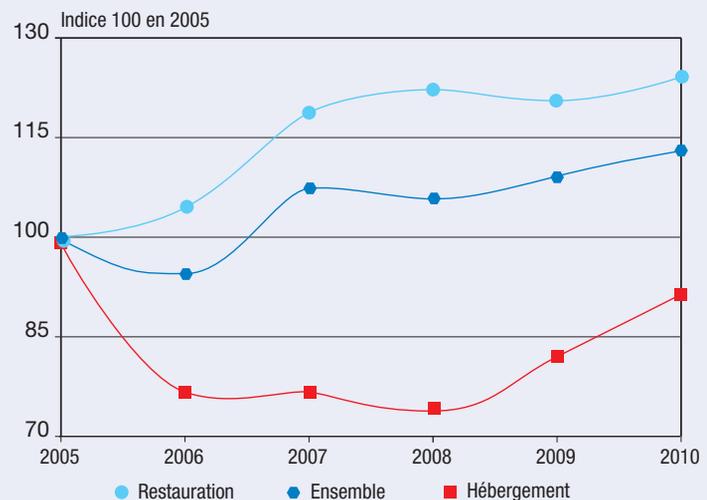
Le transport aérien réunionnais (1 200 salariés) est actuellement suspendu à la santé de la compagnie régionale *Air Austral*. Les autres compagnies aériennes n'ayant pas leur siège social à La Réunion, elles ont peu de salariés comptabilisés dans les établissements réunionnais. *Air Austral* a étoffé sa flotte en 2009 et ouvert de nouvelles destinations vers l'Asie et l'Océanie. Mais la compagnie affronte aujourd'hui de grosses difficultés : elle subit de lourdes pertes financières, ce qui aura vraisemblablement des répercussions sur l'effectif salarié.

## L'hébergement et la restauration font chambre à part

Le secteur de **l'hébergement-restauration** emploie 6 500 salariés fin 2010. L'hébergement a subi de plein fouet la crise du chikungunya et termine sa convalescence. De son côté la restauration a plutôt bien résisté à la crise de 2008 (*graphique 5*).

### graphique 5 L'hébergement se redresse

Les effectifs salariés dans l'hébergement et la restauration



Source : Insee, Clap (salariés au 31/12)



En moins d'un an, en 2006, les effectifs dans l'hébergement ont fondu d'un quart, passant de 1 900 à 1 400 salariés. Certains hôtels ont réduit leur capacité d'accueil, voire cessé leur activité, faute de touristes. Le nombre de visiteurs est passé de 410 000 en 2005 à 280 000 en 2006.

La crise économique qui s'ensuit, fin 2008, est finalement peu ressentie par les hôtels réunionnais. Sinistrés, ces derniers ont bénéficié de subventions et du retour progressif des touristes. En 2011, le tourisme atteint même un record avec 471 000 visiteurs. Des structures d'hébergement ont alors pu être rénovées, certaines ont rouvert, d'autres ont même été créées. Malgré la crise financière, l'emploi

continue donc de s'étoffer dans l'hébergement. Le nombre de salariés atteint 1 700 fin 2010 et pourrait retrouver bientôt le niveau de 2005. L'hébergement est donc un secteur où il existe des perspectives d'emplois supplémentaires. Mais inversement, l'ampleur de cet essor est conditionnée par le développement de l'offre d'hébergement sur l'île.

La restauration emploie 4 800 personnes fin 2010, soit un quart de plus qu'en 2005. Ce secteur a profité de la croissance économique de 2006 et 2007 ainsi que de la forte augmentation de la population réunionnaise. La restauration propose en effet ses services d'abord aux résidents. De ce fait, le chiffre d'affaires généré

a permis à la restauration de bien mieux supporter la crise du chikungunya que l'hébergement. Mais cette crise a tout de même été ressentie et les communes les plus touristiques ont perdu des emplois dans ce secteur. Toutefois, le retour des touristes devrait lui être profitable.

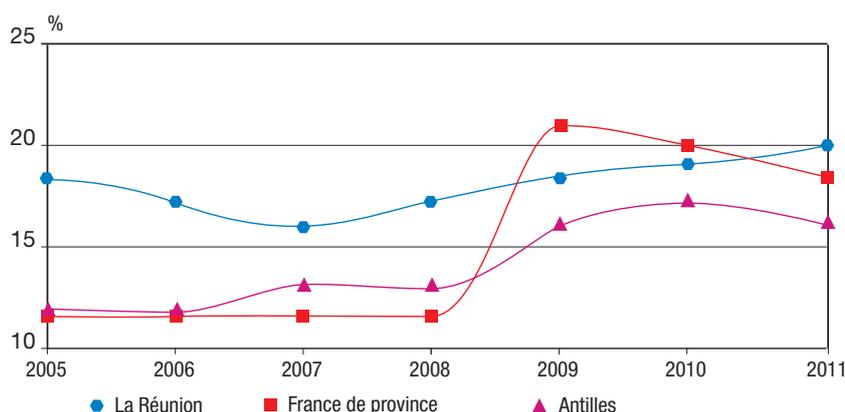
Dans l'ensemble, les services marchands ont bien résisté à la crise, et présentent de réels potentiels de développement. Néanmoins, ils ne sont pas à l'abri en cas de nouveaux chocs.

## La création d'établissements en réponse aux crises

Le taux de création d'établissements dans les services marchands est particulièrement élevé à La Réunion : 18 % en 2005 contre 12 % en province (graphique 6). Cela peut s'expliquer par la mobilisation d'aides financières à la création d'entreprises spécifiques aux DOM, et par la tentative des demandeurs d'emploi de créer leur propre emploi, dans un contexte de chômage de masse.

Le statut d'auto-entrepreneur, mis en place au 1<sup>er</sup> janvier 2009, facilite grandement la création d'entreprises. Le nombre d'établissements créés a aussitôt bondi et presque doublé en province. Avec une création d'établissements déjà soutenue auparavant, ce rebond n'a pas eu lieu dans l'île. En 2011, le taux création, à La Réunion (20%), reste supérieur à celui de la province (18 %) où l'engouement autour de l'auto-entrepreneuriat est retombé.

graphique 6 Taux de créations<sup>1</sup> d'établissements dans les services marchands



1. Nombre de créations de l'année rapporté au nombre d'établissements en début d'année.

Source : Insee, Répertoire des Entreprises et des Établissements (REE).



Publication apériodique de l'Insee  
La Réunion-Mayotte en collaboration  
avec ses partenaires locaux.

n°18 - juin 2012  
ISSN : 1969-3532 - ISBN : 978-2-11-128187-5  
Dépôt légal n°640  
Directrice de la publication : Valérie Roux  
Rédactrice en chef : Claire Grangé  
Conception Graphique : Design System  
Imprimerie : Print 2000

© Insee-2012 - Reproduction autorisée, sauf à des fins  
commerciales, moyennant mention de la source.  
Autorisation préalable pour toute diffusion par voie électronique.

Retrouvez ce document sur le site : [www.insee.fr/reunion](http://www.insee.fr/reunion)



### Auteur

- Pierre Thibault, Insee

### Ont également participé à la réalisation de cette publication :

- Édouard Fabre, Insee
- Frédéric Autran, Damien Huot-Marchand, Dieccte